



Prise de parole FSU du 29 septembre 2022

Les salaires, c'est prioritaire !

Depuis des années, la FSU alerte sur le déclin salarial croissant des personnels de la fonction publique. Mais, au-delà des détresses individuelles, engendrées par l'inflation, la situation actuelle relève d'un enjeu de société : il en va de l'attractivité des métiers de la fonction publique, et donc de l'existence de services publics répondant aux besoins de la population. Les conséquences de cette situation se font déjà durement sentir avec par exemple, la crise actuelle de recrutement de professeurs, d'infirmières, de professionnels de la petite enfance, sans oublier la crise de recrutement pour les métiers de la SNCF, et j'en passe... Et que dire de la gestion des personnels dans l'éducation nationale ? Contrats toujours précaires pour les AESH, procédures douteuses de recrutement de contractuel·es, la liste est longue des revendications de la FSU pour l'éducation.

Face à ces difficultés, la réaction du gouvernement n'est pas suffisante ! Sur les salaires dans la fonction publique, augmenter le point d'indice de 3.5 % ne compense pas les pertes de ces 14 dernières années, ni les effets de l'inflation pour l'année en cours. N'oublions pas non plus les retraité·es qui, avec 4% de revalorisation des pensions, voient leur situation se dégrader. Fort de beaux discours à l'entre-deux tours de la Présidentielle, le candidat Macron, inquiet de sa réélection, se disait ouvert à la discussion, au changement de méthode, je cite : "On ne pourrait plus procéder comme avant..." Et voilà qu'aujourd'hui le 49.3 est de retour au sujet des retraites ! On organise des simulacres de concertation, mais au final, ils feront exactement ce qui était prévu, voilà la manière de procéder de ce gouvernement, alors que, nous le savons, l'immense majorité de la population n'est pas en accord avec un projet qui relèverait l'âge de départ à la retraite. Une seule façon de les faire reculer : nous serons nombreux et nombreuses dans la rue ces prochaines semaines, s'il le faut !

Par ailleurs, dans un contexte de crise énergétique, on nous demande de procéder à des économies d'énergie individuelles. Il s'agit de mesures de bon sens, certes, qui sont nécessaires et deviendront incontournables. Mais faire des efforts, dans ce contexte, à travers des consignes culpabilisantes, est ressenti par beaucoup d'entre nous comme une injustice, alors que ces économies devraient d'abord être impulsées par des choix et des prises de décision forts de la part de nos gouvernants, ce qui est loin d'être le cas, au contraire de certains de nos voisins européens qui ont d'ores et déjà envoyé des signaux forts : la gratuité des transports en commun, ou bien sûr la taxation des super-profits.

Quelques chiffres pour rappel, c'est 73 milliards de bénéfice au premier semestre 2022 pour les entreprises du CAC 40, et 44 milliards d'euros versés aux actionnaires au second trimestre, un nouveau record qui place la France en tête des pays européens pour le versement de dividendes. Alors qu'en parallèle, plus de 10 millions de personnes vivent, en France, sous le seuil de pauvreté.

Dans le même temps, ces derniers mois ont mis en lumière toute la violence des conséquences du dérèglement climatique, et nos organisations réaffirment aujourd'hui la nécessité d'engager une transition écologique socialement juste, avec des ambitions multiples qui concerneront à la fois nos loisirs, les formations de nos jeunes, nos emplois, les qualifications et les compétences de chacun et chacune. Répondre à ce défi majeur, c'est anticiper ses impacts et construire des réponses collectives aux besoins des travailleuses et travailleurs concerné·es.

En conclusion, à la FSU, nous revendiquons l'augmentation immédiate de l'ensemble des rémunérations de 10%, à minima, pour espérer préserver le pouvoir d'achat de l'ensemble des agentes et agents du service public. Ensuite, un plan pluriannuel de rattrapage des pertes financières subies doit être mis en place, avec des négociations sur l'ensemble des grilles de rémunération et de carrière, et une indexation du point d'indice sur les prix. Enfin, ces négociations devront également intégrer de nécessaires mesures pour permettre d'atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Pour la FSU, l'injustice sociale et climatique n'est pas admissible, le partage des richesses et des responsabilités est essentiel !